

# Soyons inquiets mais restons lucides

mercredi 24 janvier 2007, par [TANIAU Léon](#) (Date de rédaction antérieure : 16 janvier 2007).

Gel en avril, canicule en juillet, pluie et froid en août ont cédé la place à un automne trop chaud qui s'est prolongé, escamotant complètement l'hiver. Celui-ci n'a certes pas dit son dernier mot, mais l'enchaînement des anomalies météo est tel que l'opinion publique voit plus loin que le bout de sa facture énergétique. L'inquiétude s'installe. Au-delà des motifs particuliers, elle tend à prendre un caractère global : où allons-nous ? quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ? allons-nous connaître des catastrophes ? y a-t-il encore quelque chose à faire pour les éviter ?

Ce moment est à la fois propice et dangereux. Propice parce que l'intérêt aiguisé ouvre l'espace pour le débat et l'action. Dangereux parce que l'inquiétude peut se transformer en peur et que celle-ci est mauvaise conseillère. Quand elle se répand dans la société et perd les pédales de l'espérance raisonnée, la peur peut notamment faire naître chez des responsables la tentation de son utilisation au service de projets peu démocratiques, dont les vraies motivations restent dans l'ombre.

La peur face aux menaces environnementales n'est pas prémunie contre ce péril. Au risque de choquer, on rappellera qu'un ouvrage fondateur d'une certaine conscience écologique fait l'éloge explicite de la « *mystification des masses* » en tant que moyen pour l'élite « *d'imposer politiquement* » et avec « *un maximum de discipline* » les « *mesures impopulaires* » nécessaires au sauvetage de la planète. Et l'auteur de préciser que ces mesures découleraient des « *lois de l'écologie que Malthus fut le premier à entrevoir* »...

Cet ouvrage (qui comporte aussi des développements intéressants) n'est autre que le célèbre « Principe responsabilité » du philosophe Hans Jonas (1). Ce n'est pas par intention polémique qu'il est cité ici mais parce qu'il prône l'exploitation de la peur, et que cette méthode pourrait être adoptée par le néolibéralisme, ainsi qu'il ressort de diverses publications officielles. Le rapport Stern sur l'impact du changement climatique (2), par exemple, est explicite (p. 325) : « *Une pression soutenue du public pour l'action sur le changement climatique donne aux politiciens la confiance de prendre des mesures qu'ils auraient pu autrement considérer comme trop risquées ou impopulaires* ».

La taxe carbone, selon nous, relève de cette panoplie. La proposition qui flotte dans les couloirs est de la coupler à une baisse des cotisations patronales à la sécurité sociale (« compétitivité oblige »). Le Bureau du Plan a simulé la chose : selon lui, réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30% en 2020 nécessiterait 1,6% de hausse de la fiscalité indirecte (en points de PIB) et 3,9% de baisse du coût salarial (8960 millions d'Euros), tandis que le prix moyen de l'énergie augmenterait de 32,5% (3). Le monde du travail paierait ainsi : a) la taxe correspondant à ses propres émissions (chauffage, déplacement, etc.) ; b) la taxe correspondant aux émissions des entreprises (traduite en hausse des prix) ; c) la déstabilisation de la sécurité sociale (si la taxe atteint son but l'économie se « décarbonisera », donc les rentrées diminueront... Qui alors bouchera le trou dans la Sécu ?).

De tels scénarios doivent être combattus par la gauche. Au nom de la justice sociale. Mais aussi au nom de la défense de la planète. Car celle-ci, en prenant la forme de la régression sociale, ne peut que se heurter à une résistance qui en compromettra le succès. Soyons inquiets, mais restons lucides : une autre politique est possible. En effet, si la science climatique est très compliquée, la question politique à trancher est en fait très simple et très classique : qui va payer les pots cassés ?

Cette question-là, ce ne sont pas les « lois de l'écologie » qui permettent d'y répondre...

(1) Hans JONAS, « Principe responsabilité », Champs Flammarion.

(2) « Qui va payer l'échec sans précédent du marché ? », JDM, décembre 2006.

(3) BFP, La politique climatique post-2012

[http://www.klimaat.be/climat\\_klimaat/pdfs/FR-Post2012\\_Horiz20-50.pdf](http://www.klimaat.be/climat_klimaat/pdfs/FR-Post2012_Horiz20-50.pdf)

---

**P.-S.**

\* Paru en Belgique dans l« Journal du Mardi » du 16/1/07.